

Service prévention des risques anthropiques
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 14 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TSM

2 rue de Kingersheim
68120 Richwiller

Références : 26-184
Code AIOT : 0006700638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 mars 2026 dans l'établissement TSM implanté 2 rue de Kingersheim - 68120 Richwiller. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite de la prononciation de la liquidation judiciaire de la société Traitements de Surface et Mécanique - TSM Grand Est, en date du 29 janvier 2025, par le Tribunal Judiciaire de Mulhouse, l'Inspection s'est rendue sur le site le 08 avril 2025 et le 28 août 2025. Il a été constaté que le site n'était pas mis en sécurité, ni réhabilité. Des demandes d'actions correctives et deux arrêtés de mise en demeure (daté du 15 juin 2025 et du 24 octobre 2025) ont été actées suite à ces visites.

La présente inspection du 24 mars 2026 a pour objectif le suivi de la mise en sécurité et de la procédure de cessation d'activité du site et le récolement de l'arrêté de mise en demeure du 15 juin 2025 (désormais arrivé à échéance).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TSM
- 2 rue de Kingersheim 68120 Richwiller
- Code AIOT : 0006700638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été exploité dès 1968 par la société Traitements de Surface NOBEL BOZEL (TSNB).

En 1977, TSNB a informé par courrier le préfet du changement de raison sociale en « Traitements de surface et Mécanique - TSM ».

Les activités exercées sur le site étaient : chromage, nickelage électrolytique, nickelage chimique, préparation de l'aluminium avant chromage et préparation de l'aluminium avant nickelage chimique.

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-071-17 du 12 mars 2009.

La société TSM Grand Est a notifié la cessation d'activité du site par courrier en date du 04 février 2025, suite à la prononciation de la liquidation judiciaire de la société.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise en sécurité	AP de Mise en Demeure du 15/06/2025, article 1	Consignation	
3	Suivi de la qualité des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 15/06/2025, article 1	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détermination de l'usage futur	AP de Mise en Demeure du 15/06/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	Changement d'usage	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 556-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 15 juin 2025 n'est pas respecté : la mise en sécurité n'est pas effective et le suivi de la qualité des eaux souterraines n'a pas été repris.

L'Inspection propose d'obliger la société TSM GRAND EST à consigner entre les mains du comptable public une somme correspondant au montant de ces travaux et opérations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détermination de l'usage futur

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/06/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : [...] Dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent arrêté, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, doit proposer un usage futur des terrains concernés à la collectivité compétente en matière d'urbanisme et au propriétaire des terrains, conformément à

l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement. Pour cela, l'exploitant doit transmettre au maire de Richwiller et au propriétaire des terrains les plans du site et les études et rapports sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...]
Constats : Le 05 mars 2026, le liquidateur a transmis à l'Inspection : <ul style="list-style-type: none"> • une copie de la proposition d'usage futur faite au propriétaire des terrains et au maire. Ces courriers sont datés du 24 décembre 2025 ; • le courrier d'accord du maire de Richwiller pour l'usage industriel. A ce jour, le propriétaire des terrains n'a pas répondu à ce courrier. Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 juin 2025 peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/06/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : [...] Dans un délai de quinze jours à compter de la réception du présent arrêté, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant doit compléter la notification de cessation d'activité par la description des mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité et le calendrier associé à la mise en œuvre de ces mesures, conformément à l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement. Les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site doivent répondre aux dispositions de l'article R. 512-75-1 IV du Code de l'Environnement, à savoir : <ol style="list-style-type: none"> 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. Dès que les mesures de mise en sécurité sont mises en œuvre, conformément au calendrier, il doit faire attester cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués (attestation dite "ATTES-SECUR"). [...]
Constats : Par courriel du 29 octobre 2025, l'exploitant a transmis un calendrier prévisionnel de mise en sécurité. En ce qui concerne les actions de mise en sécurité restant à faire à cette date, ce calendrier prévoit : <ul style="list-style-type: none"> • l'évacuation des produits dangereux en novembre 2025, • la mise en place de dispositifs bloquant les accès sud et ouest, • la réalisation d'un diagnostic des sols. > Produits dangereux et déchets : Pour rappel, lors de la précédente inspection, il avait été constaté qu'une partie des produits dangereux avaient été évacués (37 GRV ; environ 42 tonnes).

Le 01 octobre 2025, une deuxième phase d'évacuation de GRV contenant des produits dangereux a eu lieu, conduisant à l'évacuation de 21 GRV, soit environ 22 tonnes de produits de rinçage contenant du chrome.

Le mandataire judiciaire a transmis les éléments justifiant de cette évacuation par un prestataire spécialisé (facture, bordereaux de suivis de déchets correspondants aux produits évacués).

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence, à l'intérieur du bâtiment, d'un GRV de pétrole, deux GRV d'acide chromique, bidon de boues de chrome et 5 bidons d'autres déchets dangereux. En extérieur, les deux cuves et les fosses maçonnées étaient aussi encore présentes à l'arrière du bâtiment.

Le mandataire judiciaire a déclaré qu'une troisième phase d'évacuation est programmée fin avril pour le pompage des derniers produits dangereux restants. Il a transmis à l'Inspection les éléments justifiant de cette programmation d'intervention (devis et bon de commande pour le pompage et l'évacuation, certificat d'acceptation préalable, devis de traitement des déchets).

D'après le devis transmis, les cuves et fosses en extérieur contiennent de l'acide chromique et des boues de chrome.

Par ailleurs, lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté la présence d'une cuve fuyarde à l'arrière du bâtiment, à l'extérieur. Il a été constaté que celle-ci est désormais placée dans une rétention.

> Accès au site :

Le site n'est toujours pas totalement clôturé sur les parties sud et ouest, contrairement à ce qui est prévu dans le document transmis le 29 octobre 2025, ce qui rend l'accès aux cuves possible à des tiers non autorisés.

> Risques incendie et d'explosion :

La situation est identique à l'inspection précédente.

> Effets de l'installation sur son environnement :

Le liquidateur a transmis un devis pour la réalisation d'un diagnostic des sols. Il a déclaré ne pas avoir les fonds nécessaires pour le réaliser.

Malgré les actions engagées progressivement par le liquidateur pour l'évacuation de la grande quantité de produits dangereux qui était présente initialement sur le site, l'inspection conclut que le site n'est pas mis en sécurité. Le délai imparti dans l'arrêté de mise en demeure du 15 juin 2025 étant échu, l'Inspection propose la consignation des sommes nécessaires aux actions de mise en sécurité du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les actions de mise en sécurité doivent être poursuivies.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

N° 3 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/06/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :
[...] Dans un délai de quatre mois à compter de la réception du présent arrêté , le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, doit reprendre le suivi des eaux souterraines prescrit par l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009.
Constats :
Le liquidateur n'a porté à la connaissance de l'Inspection aucune action pour la reprise du suivi de la qualité des eaux souterraines. Le délai (4 mois) de la mise en demeure du 15 juin 2025 étant échu, l'Inspection propose de consigner les sommes nécessaires à la réalisation de ce suivi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 4 : Changement d'usage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 556-1
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Avant tout projet de construction ou d'aménagement sur un site ayant accueilli une installation classée, le maître d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage, dans les conditions définies par l'article L. 556-1, s'informe sur l'état de la procédure de cessation d'activité de cette installation au sens de l'article R. 512-75-1.</p> <p>Si la cessation d'activité est réputée achevée, au sens du VI des articles R. 512-39-3 ou R. 512-46-27 ou du V de l'article R. 512-66-1, et que l'installation classée est, par suite, régulièrement réhabilitée, le maître d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage définit, le cas échéant sur la base d'une étude de sols comprenant les éléments mentionnés à l'article R. 556-2, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, en prenant en compte les eaux souterraines, qui permettent d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection des intérêts mentionnés au premier alinéa de l'article L. 556-1, au regard du nouvel usage projeté. Il fait attester la prise en compte de ces mesures de gestion, conformément au deuxième alinéa de l'article L. 556-1, par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent. Il transmet cette attestation au service instructeur de la demande de permis de construire ou d'aménager ou de la déclaration préalable.</p> <p>Si le maître d'ouvrage ne dispose pas des éléments montrant que l'installation classée a été régulièrement réhabilitée, et que le dernier exploitant est connu et existe toujours, les travaux de réhabilitation sont menés, soit par l'exploitant, soit par le maître d'ouvrage dans le cadre des dispositions de l'article L. 512-21.</p> <p>S'il ne dispose pas des éléments montrant que l'installation classée a été régulièrement réhabilitée, et que le dernier exploitant est inconnu ou a disparu, le maître d'ouvrage réalise le changement d'usage du site dans les conditions définies au deuxième alinéa. Il justifie des démarches effectuées pour vérifier l'information relative à la cessation d'activité de l'installation classée dans l'attestation prévue à l'article L. 556-1.</p> <p>II.- Dès lors que l'un des nouveaux usages projetés est un usage d'accueil de populations sensibles, au sens du 6° du I de l'article D. 556-1 A, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage transmet, pour information, l'attestation prévue à l'article L. 556-1 à l'inspection des installations classées et à l'agence régionale de santé dans les quinze jours suivant sa réception par le maître d'ouvrage ou, au plus tard, le jour du dépôt de la demande de permis de construire ou d'aménager ou de la déclaration préalable.</p>

Dans le cas où une étude de sol a été réalisée, le maître d'ouvrage la transmet à l'agence régionale de santé, si elle en fait la demande.

III.- Dans le cas où le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il en informe le représentant de l'État dans le département et lui remet, au plus tard à la date de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux prévue au R. 462-1 du code de l'urbanisme, un projet de secteur d'information sur les sols, au sens de l'article L. 125-6 du présent code.

Constats :

Il a été constaté la présence de matériel divers BTP, occupant la majeure partie de la surface du bâtiment. Le propriétaire du site a déclaré que le bâtiment est utilisé par lui pour le stockage de matériel.

Par ailleurs, il a été constaté que, l'emplacement des anciens bains a été remblayé et aplani jusqu'au niveau du sol. En effet, lors des précédentes inspections, les fosses où se trouvaient les bains de traitement étaient toujours présentes et la terre, présentant des tâches jaunâtres (probablement du fait d'une pollution au chrome), était visible au fond et au bord de ces fosses. Lors de la présente inspection, cette terre polluée n'était plus visible.

Le propriétaire a déclaré avoir placé une bâche en fond de fosse puis avoir procédé au remblaiement jusqu'au niveau du sol.

Il est rappelé que, du fait de la présence d'une pollution historique des sols (qui se transfère dans les eaux souterraines), toute manipulation des sols en place présente un risque de mobilisation des sources de pollution. Par conséquent, pour éviter tout risque pour l'environnement et la santé, aucune manipulation des sols ne doit se faire en dehors d'un plan de gestion dûment établi, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués.

Par ailleurs, il est rappelé au propriétaire que, étant donné que la procédure de cessation d'activité n'est pas achevée, le site est encore soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. A ce stade de la procédure de cessation d'activité, le site n'est pas réhabilité pour un quelconque usage (au sens de l'article D. 556-1 A du code de l'environnement).

Il est aussi rappelé au propriétaire que tout changement d'usage (au sens de l'article R. 556-1 B du code de l'environnement) de son initiative relève de sa seule responsabilité, conformément à l'article R. 556-1 ci-dessus. Dans ce cas, l'ensemble des études et la mise en œuvre des mesures de gestion de la pollution lui incombent.

Pour rappel, est considéré comme changement d'usage, tout projet pour lequel l'usage envisagé est différent de l'usage en place, ou tout projet modifiant le schéma conceptuel (sources de pollution, voies de transfert et/ou les enjeux à protéger).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé au propriétaire des parcelles de justifier, dans un délai de quinze jours, de l'origine, du caractère inerte et de la qualité des matériaux utilisés pour remblayer les fosses des anciens bains de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite